

MÉCHOUI POUR LA PAIX ET LA FRATERNITÉ DU 8 MAI À TARNOS

Au Parc de la Nature de Tarnos, 410 convives ont assisté au méchoui organisé par les communistes du Seignanx.

Marc Mabillet, maire de Tarnos a évoqué le 80e Anniversaire de l'Armistice de la Seconde Guerre Mondiale : « Ces Hommes et ces Femmes en Résistance (sous la menace, en clandestinité) qui au travers du Conseil National de la Résistance ont pensé la France de la Paix et que nous honorons en partageant ce moment de Paix et de Fraternité. Les Jours Heureux qui prévoyaient la Sécu, la retraite des aînés, la reconstruction de logements, le service public de l'énergie, la presse libre... Les remèdes d'hier seraient les problèmes d'aujourd'hui selon le Premier Ministre.

NON ! Il s'agit bien d'une énième crise du capitalisme et de l'extrême-droite qui sont les vrais problèmes du moment ! ».

Ian Brossat, Sénateur communiste de Paris a remercié dans son propos la section PCF du Seignanx pour l'invitation à ce premier banquet : « c'est un vrai plaisir de se rassembler de manière fraternelle et conviviale dans un



Marc Mabillet, maire de Tarnos avec Ian Brossat, sénateur communiste de Paris

contexte particulièrement rude et particulièrement dur alors même que ce qui domine à l'échelle du monde et à l'échelle de la France, c'est un grand sentiment de chaos notamment face aux enjeux de la guerre et aux enjeux de la Paix. Une pensée particulière pour ce qui se passe en ce moment à Gaza, en Palestine, où un gouvernement mène une politique monstrueuse qui consiste à bombarder des dizaines de milliers de civils, d'affamer le peuple palestinien et en réalité d'annihiler complètement le peuple palestinien.

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN.

» La gauche a l'immense responsabilité de rassembler

les victimes de cette politique ultralibérale. Une pensée pour tous ceux qui auraient souhaité être à ce méchoui sans le pouvoir. ■



Les 410 convives présents au méchoui pendant les prises de paroles.

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2507 – Jeudi 15 mai 2025

Guerre commerciale : les dix erreurs de Donald Trump (2/3)

5- Erreur d'analyse sur les effets inflationnistes de la guerre commerciale.

Lorsqu'ils sont trop élevés, les droits de douane réduisent automatiquement le revenu disponible, car ils constituent une taxe sur les consommateurs comme sur les entreprises.

Ils entraînent non seulement une hausse des prix à la vente auprès des ménages, mais aussi une hausse du coût des intrants pour les entreprises.

Prenons l'exemple d'une entreprise comme Apple, qui a investi des dizaines de milliards dans le développement de réseaux de fournisseurs couvrant des dizaines de pays.

Si elle devait reproduire ses réseaux au plan national, ce programme prendrait au minimum 5 à 10 ans et engendrerait des coûts astronomiques.

Face à la hausse des tarifs douaniers, Apple n'a que deux options : soit l'entreprise absorbe le coût additionnel des droits de douane, ce qui impacte gravement sa rentabilité, soit elle le répercute sur les consommateurs par une hausse des prix, rendant ainsi ses produits moins compétitifs.

Dans les deux cas, la hausse des tarifs douaniers risque de générer des tensions inflationnistes et de pénaliser l'économie américaine.

6- Erreur d'analyse sur les chaînes d'approvisionnement de l'économie américaine.

Goldman Sachs a estimé que les nouveaux droits de douane, s'ils étaient maintenus, coûteraient à la Chine 0,5% de sa croissance du PIB en 2025 avec une économie toujours en croissance de 4%.

Pendant ce temps, Goldman Sachs estime à 45% la probabilité d'une récession aux États-Unis suite aux tarifs douaniers, avec une prévision de croissance du PIB de 0,5% pour l'année.

Avant la guerre tarifaire, GS prédisait « une autre année solide » de croissance économique pour les États-Unis avec une croissance du PIB de 2,5%.

En d'autres termes, Goldman Sachs estime que les droits de douane coûteront à la Chine 0,5% de son PIB et aux États-Unis 2% de son PIB.

Pourquoi ? Parce que la guerre commerciale pénalisera surtout les approvisionnements de l'industrie américaine.

Trump affirme que le déclin américain est dû aux importations et que les États-Unis doivent tout fabriquer chez eux. Très bien.

Mais 56% des biens importés aux États-Unis sont en fait des intrants manufacturiers dont une grande partie provient de Chine.

Si la guerre commerciale suspendait les approvisionnements de l'industrie américaine, il n'en resterait que des miettes.



7- Erreur d'analyse sur la compétition technologique Chine/USA.

Donald Trump a officialisé l'interdiction d'exporter vers la Chine les puces d'intelligence artificielle les plus avancées, notamment les H20 de Nvidia et les MI308 d'AMD.

Présentée comme une mesure de sécurité nationale, cette décision s'inscrit dans la continuité de la stratégie initiée en 2019 avec la mise sur « liste noire » de Huawei. Objectif : freiner l'ascension technologique chinoise.

Mais ces restrictions ont eu l'effet inverse.

Elles ont accéléré l'émancipation technologique de la Chine : en six ans, elle a bâti un écosystème souverain, de la puce au logiciel, et de la donnée aux modèles.

Huawei conçoit désormais ses propres GPU, SMIC produit l'Ascend 9108 à grande échelle, ByteDance déploie ses IA, et les modèles de DeepSeek rivalisent avec les géants américains.

Les deux rivaux ont des stratégies antagonistes : les États-Unis défendent un modèle propriétaire, basé sur la rente, la licence et la rareté ; la Chine, elle, opte pour l'open source, la mutualisation et la massification.

Là où Washington restreint, Pékin diffuse. L'un verrouille, l'autre industrialise. Résultat : l'innovation chinoise ne ralentit pas, elle s'adapte et enchaîne les succès. ■

Mercredi 28 mai à 18 h 30
Compte-rendu de mi-mandat des
conseillers régionaux communistes
de Nouvelle-Aquitaine
Siège de la Fédération des Landes du PCF
7 rue Frédéric Bastiat à Mont-de-Marsan

SOUSCRIPTION

Nom.....Prénom.....
ADRESSE.....
CP..... VILLE.....

Je fais un don de € au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de :
« ADF-PCF40 »

BP34, 40001 MONT-DE-MARSAN Cedex

Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé (uniquement pour les dons en chèques).

Les partis communistes européens engagés pour la transformation sociale et pour la paix

Lundi 5 mai, le PCF a invité sept partis communistes et ouvriers européens à se réunir à Paris : le Parti communiste portugais, le Parti communiste d'Espagne, le Parti du travail de Belgique, le Parti de la refondation communiste-gauche européenne (Italie), AKEL (Chypre), le Parti communiste d'Autriche et le Parti communiste de Bohême-Moravie.

Ce format de travail a pour objectif d'offrir un espace de dialogue à des partis communistes membres du groupe The Left au Parlement européen ou bien membres ou observateurs du PGE.

Le mouvement ouvrier en Europe est, au-delà de la grande diversité des situations nationales, confronté à des défis communs : ceux de la nouvelle phase de la mondialisation capitaliste et de ses fracturations, des réactions de l'impérialisme américain avec la guerre commerciale de Trump, et de ses contradictions, ceux de la crise sociale et démocratique européenne accentuée par les politiques austéritaires des traités et des classes dirigeantes européennes, ceux des risques d'une guerre européenne et du surarmement. L'essor de l'extrême droite, et la montée en puissance de son projet xénophobe et de démantèlement des conquêtes sociales et démocratiques des peuples, est une réalité dans l'ensemble de l'Europe ; de même que l'est celui d'une partie des bourgeoisies de s'appuyer ou d'utiliser de telles tendances pour écraser la gauche. Le choix des bourgeoisies européennes d'enclencher une marche vers l'économie de guerre, pour essayer de redonner un élément commun à une construction capitaliste de l'UE qui n'en a plus guère, est lourd de régressions sociales et démocratiques majeures à l'échelle continentale. L'ensemble des partis, dans leurs conditions nationales propres, est donc confronté à la question de la construction de majorités sociales et politiques capables non seulement de s'opposer efficacement à de telles régressions historiques, mais encore de porter l'exigence d'une alternative de transformation et d'émancipation sociale et démocratique, sur une base unificatrice de classe, et non sur celle de l'exacerbation des communautarismes.

La question d'une politique de paix est donc centrale en Europe. Les critiques de l'OTAN, du plan « Rearm UE » et de l'impasse stratégique de la soumission de l'UE à l'OTAN et aux USA, dont on voit aujourd'hui toute l'ampleur, sont bien entendu partagées. Il s'agit également d'exiger en commun la construction d'une alternative pour la sécurité collective des peuples en Europe, alors que les classes dirigeantes du continent le poussent sur la voie d'une confrontation armée.

L'exigence d'autres coopérations européennes, fondées non pas sur la logique capitaliste mais sur les intérêts communs des nations souveraines et associées, est également un autre point fort. Cela s'applique dans les domaines de l'industrie, de l'énergie, des transports par exemple. Cela fait écho aux revendications portées il y a 20 ans par le non de gauche en France. Le piétinement des résultats des référendums français et néerlandais par les classes dirigeantes européennes est une des sources de la crise structurelle d'une UE condamnée à mendier des

faveurs à Washington ou à s'enfoncer dans un fédéralisme armé et nucléarisé. Le tour de table de la situation dans les différents pays a montré à quel point l'offensive contre les droits sociaux, contre les services publics, contre les retraites était commune, prenant pour prétexte l'instauration d'une économie de guerre. Mais ce même tour de table montre aussi que des potentialités existent. Des mobilisations sociales importantes ont lieu en Belgique. Des évolutions politiques intéressantes sont à noter dans un certain nombre de pays, comme le fait que le PD italien se soit opposé à « Ream UE », ou encore la mobilisation sur les quatre référendums italiens sur l'assouplissement de l'accès à la nationalité et sur le code du travail qui auront lieu les 8 et 9 juin. En Autriche, la défense du statut de neutralité est soutenue par une majorité écrasante de la population. La situation politique et sociale n'est donc pas figée en Europe et des bases pour faire bouger les rapports de force en faveur de la paix et du progrès social existent.

Sur tout cela, les partis communistes ont souligné l'importance de poursuivre les échanges et le travail commun.■

INITIATIVES

« Où le train passe, la vie reprend »

Initiative débroussaillage de la voie ferrée à la gare de Riscle

Samedi 17 mai 2025 à 10 h 30

Cet évènement festif et symbolique consiste à mettre en avant le besoin nécessaire de rouvrir la ligne Morcenx/Mont-de-Marsan/Aire-sur-l'Adour/Riscle/Maubourguet/Tarbes/Bagnères-de-Bigorre.

Venez nombreux à cette initiative du collectif « Osons le train » afin d'agir pour la relance du service public ferroviaire.

Projection-débat du film documentaire

« La part des autres »

Mercredi 21 mai 2025 à 18 h 30

**Siège de la Fédération des Landes du PCF
7 rue Frédéric Bastiat à Mont-de-Marsan**

Le documentaire « La part des autres » pose un regard sur l'appauvrissement tant des producteurs que des consommateurs et interroge sur les conditions d'un accès digne pour tous à une alimentation de qualité et durable. Il est un outil pour animer le débat. Il a été lauréat du festival Alimenterre 2022.

Débat samedi 24 mai 2025 à 10 h 30

**Salle de la Haute-Lande au centre Jean Jaurès à
Morcenx-la-Nouvelle**

Sur le thème « **Conséquences des politiques de Macron sur nos collectivités** », avec la participation de **Damien Delavoie, conseiller départemental**.

Ce débat sera suivi du verre de l'amitié et d'un repas froid (participation 12 €).

Saint-Paul-Lès-Dax

Hommage aux résistants déportés Saint-Paulois



Ce jeudi 8 mai 2025, la ville de Saint-Paul-Lès-Dax a inauguré une stèle qui rend hommage aux résistants déportés Saint-Paulois dont la plupart étaient issus des rangs du Parti Communiste, engagés très tôt dans la mise en œuvre des FTP sur le territoire et arrêtés dès 1942.

Sylvie Péducasse, maire-adjointe communiste de Saint-Paul-Lès-Dax, a rappelé dans son allocution l'histoire de ces femmes et de ces hommes qui sont entrés en résistance face à l'occupant nazi et dont la plupart ont été arrêtés et déportés dans les camps de la mort, après avoir subi les tortures de la Gestapo. Elle a invité l'assemblée à avoir une pensée pour ces femmes et ces hommes.

Cette stèle leur rend hommage.

« Ce 8 mai 2025 est un rendez-vous de mémoire pour ceux à qui nous devons tout, un rendez-vous des valeurs qui furent les leurs et qui doivent encore et toujours nous animer, une invitation à continuer à conjuguer le verbe résister au présent pour ne jamais vivre à genoux ! », a conclu Sylvie Péducasse. ■

« Ces gens auraient pu se tenir tranquilles. Rien ne les forçait à l'action. La sagesse, le bon sens leur conseillait de manger et dormir à l'ombre des baïonnettes allemandes, de voir fructifier leurs affaires et grandir leurs enfants... Vraiment rien ne les forçait au combat, rien que leur âme libre », Joseph Kessel.

Gnacs et Chacailles

LECLERC ÉCRASE TOUT

« Dans une phase supérieure de la société communiste, quand aura disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail (...) ; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais sera devenu le premier besoin vital, quand le développement des individus à tous égards, leurs forces productives seront également accrues et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance... » Karl Marx (1818-1883) dans « Critique du programme de Gota » le 05/05/1875. L'utopie du 19ème siècle est toujours d'actualité. Après l'alimentaire et les références de la consommation de masse, y compris « le Manège à Bijoux » qui a détruit les bijouteries indépendantes, les magasins d'optiques, maintenant les pharmacies ! Tout ça pour passer par des plateformes à l'étranger sans payer de taxes. Leclerc a lancé une campagne publicitaire dénonçant l'impossibilité de vendre du paracétamol dans ses parapharmacies. Or le Paracétamol, n'est pas un bonbon, ni une promo, surtout pas un produit à banaliser car c'est un médicament avec un potentiel toxique réel. Une surdose, intentionnelle ou non, peut causer des dommages irréversibles au foie. Les pharmaciens et les préparateurs formés et qualifiés protègent, préviennent, conseillent. L'industriel de la grande distribution milite de longue date pour obtenir le droit de vendre des médicaments sans ordonnance dans ses parapharmacies. Leclerc a tué les petits commerces et maintenant il veut tuer le maillage médical. Il vend à prix coûtant, fais fermer la concurrence, puis augmente ses prix. Il le fait pour chaque secteur d'activité. Se servir de médicaments comme produits d'appel, c'est le but de la grande distribution qui ne recule devant rien pour faire toujours plus de profits quitte à risquer la santé des gens. Sous couvert de « bon sens » ils combattent les normes contre les conquis sociaux protecteurs. Leurs publicités tapageuses envahissent les ondes, les écrans, les panneaux d'affichage, noircissent des pages de leurs journaux, pour leur « promos », la rentabilité et l'accumulation de leur capital. La valeur travail dans leur bouche n'a d'égal que leur soif de « valeurs actionnariales ». Pour cela, il faut repousser sans cesse l'âge ouvrant droit au départ en retraite et le combiner avec la capitalisation, réduire les jours fériés chômés et « travailler plus » pour payer la dette, redresser la France clament-ils partout. Plus de six millions de travailleurs jetés au chômage par le patronat, aimeraient simplement travailler. Et ceux qui sont aujourd'hui menacés de perdre leur emploi à Arcelor Mittal, Jennifer, Casino, et tant d'autres, voudraient simplement continuer à travailler. Le grand complexe médiatico-politique et les journaux appartenant au grand capital ne feront pas le lien. Et pour cause ! Ils ne parleront pas des salaires, du « pouvoir de vivre » des familles populaires, des retraités, du mal-être au travail qui explose, particulièrement parmi les jeunes salariés, les techniciens et les cadres, les innombrables accidents du travail entourés d'un douloureux silence. Leclerc, Carrefour, Lidl et autres enseignes frappent très fort pour faire prendre les vessies de baisse des prix pour des lanternes de l'intérêt général. Ils ne disent pas qu'avec leurs « centrales d'achats » c'est au détriment des producteurs comme des salarié-e-s qui, mis en concurrence avec le moins-disant social, sont pressés jusqu'à la moelle et n'arrivent plus à vivre décemment de leur travail. Les milliardaires de la grande distribution comme Leclerc et une poignée des PDG franchisés, s'enrichissent sans vergogne sur le dos des travailleurs qui sont aussi consommateurs captifs. Ne créditons pas lors charlatanejas (Ne croyons pas leurs boniments) ■

Roger La Mougne